

## Compte rendu de la réunion d'échange avec les associations féministes françaises

**Préparation de la 67<sup>ème</sup> édition de la CSW : « L'innovation et le changement technologique, et l'éducation à l'ère numérique pour atteindre l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles »**

**17 janvier 2023**

Le mardi 17 janvier 2023 s'est tenue à la Direction générale de la cohésion sociale une réunion d'échange avec les associations féministes françaises, en vue de **la 67<sup>ème</sup> édition de la Commission de la condition de la femme des Nations unies (CSW)**. La Commission se tiendra du **6 au 17 mars 2023**, a siège de l'ONU à New York, sur le thème « L'innovation et le changement technologique, et l'éducation à l'ère numérique pour atteindre l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles ».

Cette réunion a été l'occasion **d'échanger avec les associations féministes françaises** sur la préparation et les événements organisés lors de la CSW.

**Isabelle ROME**, Ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances a inauguré la réunion de préparation de la 67<sup>ème</sup> édition de la CSW. Evoquant les droits des femmes bafoués à travers le monde, la Ministre a insisté sur la **nécessité d'une action multilatérale** forte portée par les Etats et la société civile. Elle a rappelé que le thème prioritaire de l'innovation technologique et de l'éducation à l'ère du numérique s'inscrit dans le combat de l'Égalité entre les femmes et les hommes, **grande cause du quinquennat** du Président de la République. La Ministre sera présente à New-York les 6 et 7 mars 2023.

➤ **Informations générales et logistiques par les différentes directions et administrations compétentes**

**Mathilde SÉJOURNÉ**, Conseillère auprès de la Secrétaire d'Etat Chrysoula Zacharopoulou a souligné avec enthousiasme que c'était la première fois depuis un certain temps que **la France sera représentée par deux ministres** à la CSW. En effet, la Secrétaire d'Etat sera également présente à New-York du 7 au 9 mars 2023.

**Myriam SAINT PIERRE**, sous-directrice des droits de l'Homme et des affaires humanitaires (à la direction des Nations unies, des organisations internationales, des droits de l'Homme et de la francophonie (NUOI/H), du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, a présenté les **grands objectifs identifiés par l'Union européenne** qui guideront la délégation européenne durant les négociations des conclusions agréées à New York. Parmi ces objectifs, elle a cité la volonté de prendre des mesures européennes afin de :

- Comblent la fracture numérique
- Accélérer l'innovation et l'inclusion des femmes à l'ère numérique
- Tirer profit des nouvelles technologies pour l'égalité des genres et l'autonomisation
- Utiliser les données numériques sensibles au genre pour soutenir l'action publique et la société civile.

Afin que les négociations s'initient en amont, le premier projet sera transmis début février. Les enjeux majeurs de la France, travaillant conjointement avec la délégation de l'Union européenne, reposent sur une approche des risques associés au numérique, la valorisation des femmes comme actrices du changement, ainsi que l'ancrage du Forum Génération Égalité au sein des conclusions agréées.

**Marie SOULIE**, cheffe du pôle développement à la Direction générale de la mondialisation du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères a précisé que le programme de l'évènement n'a pas encore été arrêté par ONU Femmes. Madame SOULIE a salué le thème prioritaire de la CSW 67, relatif au numérique et aux nouvelles technologies, soulignant qu'il est à l'**intersection** de plusieurs thématiques pour l'égalité des genres.

La Direction Générale de la Cohésion Sociale, a indiqué que la participation des associations à la délégation de la ministre à la CSW n'était pas encore arrêtée. Cette année, **quatre side events seront parrainés** par Madame la Ministre Isabelle Rome, mais **seul un évènement sera considéré comme side event à titre national** et pourra disposer de remboursements de frais d'hébergement et d'aide logistique (interprète, etc). Madame Chiru a également informé que le premier jour, le 6 mars 2023, un **petit-déjeuner** sera organisé à 8h30 heure locale.

➤ **Présentation des side events par les associations**

Les *side events* sont des **évènements organisés en dehors du programme officiel** de la CSW. Ils sont généralement **organisés par les États membres et les entités de l'ONU**, avec la participation de la société civile et des ONG. Dans le cadre de la 67<sup>ème</sup> session de la CSW, la France peut co-parrainer jusqu'à quatre *side events*.

Lors de la réunion, cinq associations ont présenté des projets de *side events* à la Ministre Isabelle Rome.

- **La Coordination française pour le Lobby Européen des femmes (CLEF) représentée par Céline Thiebault-Martinez, présidente de l'association**

La CLEF un réseau féministe qui anime et coordonne près de 80 associations françaises militant pour l'égalité femmes-hommes et pour les droits des femmes.

A l'occasion de la 67ème session de la CSW, la CLEF souhaite présenter un *side event* sur la **cyberpornographie**. Madame Céline Thiebault-Martinez a signalé l'urgence internationale de lutter efficacement contre les cyberviolences sexistes afin de garantir la sécurité de chacun et chacune dans le nouveau territoire numérique mondial. Pour ce *side event*, les axes de discussion envisagés sont les suivants :

- Représenter les enjeux globaux autour de la cyberpornographie
- Montrer les conséquences graves de la cyberpornographie sur les victimes et l'ensemble de la société
- Présenter les initiatives nationales et globales contre l'industrie mondialisée de la cyberpornographie

Madame Céline Thiebault-Martinez a insisté sur le fait que la cyberpornographie est **un phénomène globalisé**, touchant les femmes les plus précaires à travers le monde avec une responsabilité du Nord économique.

- **Le Mouvement français pour le planning familial (MFPF), représenté par Charlen Sezestre, chargée de plaidoyer de l'association**

Le MFPP est une association française qui milite pour le droit et l'accès à un avortement sûr et légal. Madame Sharlen Sezestre a rappelé que dans le contexte actuel mondial de recul des droits sexuels et reproductifs, le combat pour un accès sûr et légal à l'avortement est plus que nécessaire.

Dans le cadre de la CSW, le MFPP souhaite organiser un **side event sur le droit globalisé à l'avortement** dans le but de **renouveler un engagement politique** en faveur de la mise en œuvre et de la responsabilité en termes d'accès à des services et des soins d'avortement sûrs, légaux et complets. Le but de cet *event* est d'**échanger les bonnes pratiques** en matière d'accès à l'avortement.

Madame Sharlent Sezestre a indiqué que ce *side event* serait l'occasion de **célébrer les progrès** en matière de droit à l'avortement, mais également de **montrer les dangers des nouvelles technologies** pour les droits des femmes.

- **Info-endométriose représentée par Cécile Togni, présidente de l'association**

Info-endométriose est une association française contribuant à l'information et la sensibilisation de l'endométriose par le grand public et les pouvoirs publics.

A l'occasion de la 67<sup>ème</sup> session de la CSW, Info-endométriose propose un **side event de sensibilisation de la communauté internationale à l'endométriose** afin de prendre des mesures pour que l'endométriose devienne l'une des **causes mondiales de la santé en 2030**. En lien avec le thème prioritaire de « l'innovation et le changement technologique et l'éducation à l'ère numérique pour parvenir à l'égalité des genres et à l'autonomisation de toutes les femmes et filles », Madame Cécile Togni a indiqué que le *side event* comprenait quatre objectifs :

- 1) Proposer des solutions pour améliorer l'accès à l'information sur l'endométriose ;
- 2) Sensibiliser et mobiliser la communauté internationale pour qu'elle prenne des mesures visant à réduire la désinformation, à réduire la durée du diagnostic et à lancer un appel de fonds pour financer la recherche sur l'endométriose à l'échelle internationale ;
- 3) Se concentrer sur la prévention, l'information et la sensibilisation des femmes et des filles, de tous les secteurs de la société et du grand public à l'endométriose et aux menstruations douloureuses par le développement d'outils numériques aux niveaux local, national et international ;
- 4) Élaborer des recommandations orientées vers l'action afin que la recherche sur l'endométriose soit systématiquement prise en compte par les décideurs politiques nationaux

En conclusion, Madame Cécile Togni a rappelé **l'importance des outils numériques pour la communication des associations féministes de sensibilisation et d'information**, et notamment pour Info-endométriose.

- **L'Union européenne des femmes (UEF) représentée par Pascale Mesnil, présidente de la section française de l'association**

L'Union européenne des femmes est une organisation de défense des droits des femmes présente au sein des pays membres de l'Union européenne. Madame Pascale Mesnil, présidente de l'UEF section France, a souligné que l'organisation fête ses 70 ans cette année.

Dans le cadre de la 67<sup>ème</sup> session de la CSW, l'UEF est associée avec ONU Femmes et le Conseil national des femmes françaises (CNFF) afin de présenter un **side event nommé « L'innovation par et pour les**

**femmes** ». Madame Pascale Mesnil a indiqué que l'*event* a pour objectif **de rendre visible la dimension du genre à l'ère du numérique à travers l'éducation et la formation au numérique mais aussi l'innovation**, notamment liée à l'intelligence artificielle.

- **Equipop représentée par Lucie Daniel, experte plaidoyer de l'association**

Equipop est une association française dont la mission est de promouvoir la santé et les droits des femmes et des filles partout dans le monde.

A l'occasion de la CSW 67, Equipop s'est associée avec la Fondation Jean Jaurès pour présenter un **projet de *side event* sur le « backlash »**, c'est-à-dire le fait que le progrès des droits des femmes serait immédiatement suivi d'un « retour de bâton » misogyne et anti-droit. Madame Lucie Daniel a mentionné que la 67<sup>ème</sup> édition de la CSW sera l'occasion de **lancer la publication d'un rapport** en collaboration avec la Fondation Jean Jaurès sur le **décryptage des mouvements anti-droit**. L'objectif de ce rapport, basé sur l'analyse de différents pays, est de montrer l'action internationale féministe de certains pays, dont la France et sa stratégie de diplomatie féministe.

Madame Lucie Daniel a également témoigné son souhait d'une **démonstration de force** à l'ONU, réunissant à la fois des activistes féministes et des acteurs gouvernementaux.

La note de concept présentant le *side event* d'Equipop est en cours de finalisation et sera transmise au bureau des affaires européennes et internationales de la Direction générale de la cohésion sociale, avant le vendredi 20 janvier 2023.

➤ **Présentation des *parallel events* par les associations présentes à la réunion**

Les *parallel events* sont des **événements organisés par la société civile**. Ces événements se déroulent généralement en dehors du siège de l'ONU et ont lieu **en même temps que les sessions officielles** de la CSW.

Lors de la réunion, les associations présentes ont échangé sur les *parallel events* qu'elles présenteront en mars lors de la 67<sup>ème</sup> édition de la CSW.

A la demande des associations, un tableau des *parallel events* organisés par les associations françaises présentes à la réunion est disponible en annexe de ce compte rendu.

**En conclusion, voici les différents éléments retenus et à retenir de la réunion :**

- **Vendredi 20 janvier 2023 : date limite d'envoi de proposition de *side event* au BAEI de la DGCS**
- **Fin janvier : annonce du *side event* parrainé par la France, choisi par la Ministre Isabelle Rome**
- **Asap : transmission des inscriptions pour faire partie de la délégation de la Ministre Isabelle Rome .**